

De l'utilisation d'Internet en République démocratique du Congo

Un outil de mobilisation politique et religieuse

Didier Makal Kanteng¹

[Résumé] En République démocratique du Congo (RDC), le Web constitue, depuis le dernier mandat constitutionnel du président Joseph Kabila au pouvoir depuis 2001, un espace d'affrontements politiques par le biais des discours religieux, ou par leaders religieux interposés. Alors que le président Kabila a épuisé son dernier mandat constitutionnel, les discours religieux sur Internet sont devenus un outil de mobilisation, si bien qu'ils permettent de distinguer les partisans de l'alternance ou du maintien du gouvernement en place. Les médias numériques ont démontré leur capacité à mobiliser la rue lors des manifestations contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila entre 2015 et 2017. Les discours religieux sur le Web peuvent jouer, quant à eux, une fonction d'atténuation de la contestation.

Mots-clés : numérique, religion, politique, RDC, libertés.

[Abstract] In the Democratic Republic of Congo (DRC), since the last constitutional term of President Joseph Kabila since 2001, the Web has been a space of political confrontation through religious discourses, or by interposing religious leaders. While President Kabila has finished his last constitutional mandate, religious discourses on the Internet have become a mobilization tool, so that it makes it possible to distinguish the partisans of the alternation or the maintenance of the government in place. Digital media has demonstrated its ability to mobilize the street during demonstrations against President Joseph Kabila's tenure in office between 2015 and 2017. Web-based religious discourses can play a role in mitigating protest.

Keywords: digital, religion, politics, DRC, freedom.

Introduction

Pays d'Afrique centrale, la République démocratique du Congo (RDC) se caractérise par le chevauchement fréquent des questions politiques et religieuses (IRF, 2014). L'avènement d'Internet a offert un nouvel espace d'affrontements politiques par le religieux interposé où les leaders catholiques, protestants et (néo)pentecôtistes sont en première ligne. Le Web, comme nouveau média et nouvelle technologie attirant plus d'utilisateurs, communique par lui-même, envoie des « messages signifiants » (Muc-

¹ Université de Lubumbashi (République démocratique du Congo).

chielli, 2006) aux internautes et en incite d'autres à exprimer leurs opinions. Il questionne les politiques et les religieux sur leurs relations aux publics, façonne un nouvel espace public contemporain (Miège, 2010) et cristallise les discours et aspirations des masses ainsi que leur mobilisation. En RDC, les médias numériques, bien que seulement 7 % des Congolais aient aujourd'hui accès à Internet, ont démontré leur capacité à mobiliser la rue lors des manifestations contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila entre 2015 et 2017 alors qu'approchait la fin de son dernier mandat constitutionnel en décembre 2016, puis qu'il ait expiré sans qu'aucune élection ait été organisée pour sa succession. Dans ce pays secoué par les violences suivant le génocide rwandais de 1994 et fortement marqué par les questions régionales et identitaires (Jewsiewicki, N'Sanda Buleli, 2008), le religieux a parfois tendance à tout expliquer ou réguler.

Durant la transition ayant conduit à la première présidentielle pluraliste de 2006, qui a été remportée par le président Kabila face à son vice-président Jean-Pierre Bemba, les évêques catholiques sont intervenus à plusieurs reprises dans les débats politiques. Ils avaient alors invité la population à faire pression sur les politiques pour organiser des élections afin de mettre un terme à une transition qui n'en finissait plus. Prévüe pour deux ans avec une prolongation possible de six mois seulement, elle en était alors à sa quatrième année. Cette transition devait permettre de tourner la page, d'une part, à d'années de violences dans le pays, qui a été miné par plusieurs rébellions soutenues par les pays de la région des Grands Lacs (RFI, 2004) et, d'autre part, de 32 années de dictature du président Mobutu chassé du pouvoir en 1997 par Laurent-Désiré Kabila. Suite à l'assassinat de ce dernier en 2001, son fils Joseph Kabila lui a succédé. Président protestant, il s'est entouré de pasteurs qui justifient parfois le politique comme sacré, parce qu'étant une émanation divine. Certains, dont le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, ont joué des rôles très importants en politique. Remplaçant l'abbé Malu Malu à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) réformée, il organisera les élections contestées de 2011, qui ont donné Joseph Kabila vainqueur face à l'opposant historique Étienne Tshisekedi. La véracité du résultat « officiel » des urnes avait particulièrement été débattue par les leaders catholiques et protestants.

Les faits exposés dans cette analyse se sont produits, pour la plupart, entre 2015 et 2016, période durant laquelle éclatent les premières manifestations hostiles au pouvoir de Joseph Kabila. Ces protestations peuvent en partie être attribuées au développement d'Internet dans le pays. La recherche se base sur les discours qui ont été véhiculés par les médias numériques tant par les politiques que par les chrétiens estimés à 98 % de la population congolaise. Une attention particulière a été portée aux fidèles et leaders catholiques (52,2 %) et à ceux des Églises protestantes (néo)pentecôtistes, évangélistes ou éveillées (21,5 %), qui ont connu une progression notable depuis la fin des années 1960 (Demart, 2017). Cette analyse participe aux débats régulièrement posés sur « l'apolitisme et la politisation » (Bokula, 2013 : 1) des églises congolaises et à

l'activisme catholique pour les droits humains et la démocratie (Iyananio, 2015 ; Saint Moulin, 1998). Elle réinterroge aussi les dimensions affectives et émotionnelles particulièrement exploitées (Duchesne, 1994 ; Jalum'weci, 2009) dans les pentecôtismes, qui trouvent désormais plus d'écho même auprès des églises « historiques » (Kamate Mbuyiro, 2007 : 8) gagnées par la quête de libération des « blocages », des forces sorcières ou occultes et de changement radical par la puissance biblique (Demart, 2008 : 149).

Nous verrons que les discours politiques sur le religieux s'adressent particulièrement aux affects en jouant sur des concepts comme le changement et le renouveau, très usuels chez les acteurs religieux, mais dans un registre purement politique. Ceci se fait parfois au risque d'une manipulation des religieux (Campiche, 1995)², pour qui la quête du pouvoir temporel et du bonheur matériel les place sous le contrôle des politiques (Bayart, 1989). Par ailleurs, les médias traditionnels congolais, utilisés à des fins purement mobilisatrices ou propagandistes tant politiques que religieuses (Nzinga Makitu, 2006 ; Baamba a Mboyo, 2007), jouent un rôle important dans ce contexte. Il s'agira donc, dans un premier temps, de montrer que le religieux façonne un discours politiquement mobilisateur huilé par un marketing politique à peine dissimulé. La deuxième partie analyse ensuite comment les églises se placent tantôt dans une posture de régulation du champ politique, tantôt comme défenseurs d'idéologies politiques ou sociales. Ceci conduira à parler de la légitimation du politique par le religieux, témoin de l'affaiblissement de grands ensembles politiques et, enfin, des conflits parfois violents qui mobilisent des acteurs religieux.

1. Le religieux, un discours mobilisateur

Les débats, voire les luttes entourant le dernier mandat constitutionnel du président Kabila en 2016, et l'alternance du pouvoir en RDC, se jouent grandement sur Internet. Dans ce contexte, les discours religieux s'y sont invités comme en témoignent l'appel de l'opposant Moïse Katumbi demandant aux Congolais de prier pour l'alternance et les prières en mémoire des héros nationaux Laurent-Désiré Kabila et Patrice Lumumba³. Nous verrons que la religion, dans une communication axée sur Internet, est intervenue dans les discours politiques comme élément mobilisateur des populations. Les communicants ont de leur côté exploité des référents affectifs et fidéliques caractéristiques du néo-protestantisme.

² Voir aussi, [Philippe Kabongo-Mbaya](#), « En RDC, la religion manipulée », *Réforme, Hebdomadaire protestant d'actualité*, 26 octobre 2014. En ligne, consulté le 10 décembre 2017. URL : <https://www.reforme.net/editovideos/une-religion-rdc-religion-manipulee>.

³ L'ordre national Kabila-Lumumba a été créé en août 2002 après la proclamation de Laurent-Désiré Kabila comme héros national.

1.1. L'opposant Moïse Katumbi dans la peau d'un croyant

La perspective de la présidentielle prévue en 2016 s'est éloignée lorsque Moïse Katumbi, l'ancien allié du président Joseph Kabila et gouverneur de la province du Katanga, a quitté le pouvoir en septembre 2015 pour rejoindre l'opposition. Victime d'une tentative d'empoisonnement très médiatisée en 2014, et sorti indemne de plusieurs tentatives d'assassinat, il a annoncé, le 4 mai 2016, sa candidature à la présidentielle. La RDC n'avait pas de calendrier électoral alors que la CENI demandait 1,3 milliard de dollars pour organiser le scrutin, argent que ne pouvait mobiliser le pays en crise. Le président Kabila est à ce moment soupçonné de retarder la présidentielle pour se maintenir au pouvoir. L'opposition, en collaboration avec une partie de la société civile, dont les mouvements citoyens⁴, s'est mobilisée pour son départ. Plusieurs imaginent alors une révolution à la burkinabè (Berwouts, 2016) durant laquelle la rue avait chassé le président Blaise Compaoré en octobre 2014, alors que celui-ci avait tenté de modifier la constitution pour se présenter à la présidentielle de 2015.

Le 18 février 2016, Moïse Katumbi, qui est catholique, appelle à prier pour le pays et prône l'alternance dans une vidéo YouTube publiée par un proche de l'opposant⁵. Le choix de cette plateforme de communication pouvait s'expliquer par le fait que les responsables des médias audiovisuels craignaient de diffuser ses messages, par peur des représailles de la part du pouvoir. S'adressant à « tous les croyants : les musulmans, les catholiques, les protestants, notamment les fidèles des Églises pentecôtistes et de Réveil », Katumbi demandait de prier « pour le respect de la Constitution, pour le respect du délai constitutionnel et surtout, [de] prier Dieu pour la paix à l'Est de notre pays [...] ». Cette vidéo s'inscrivait dans le contexte des massacres répétés qui touchaient alors la région de Beni, près de Goma, et ailleurs à l'est du pays. Le gouvernement Kabila n'arrivait pas à identifier formellement les auteurs de ces exactions et à les stopper, se limitant à soupçonner les rebelles ougandais des *Allied Democratic Forces* (ADF). Il s'agissait alors d'une occasion pour l'opposant politique, qui avait alors le vent en poupe, de dénoncer l'absence de sécurité et la négligence des autorités politiques face à cette insécurité qui perdurait depuis plus de 20 ans.

1.2. Une communication d'images : éléments d'analyse

En évoquant la prière universelle dans la vidéo YouTube, Katumbi prenait la posture de rassembleur par-delà les clivages religieux. Le fait de prier « pour le respect de la

⁴ Ces mouvements sont Filimbi et Lucha (lutte pour le changement), qui sont inspirés par la révolution burkinabè et la mise en échec du maintien du président Abdoulaye Wade à la tête du Sénégal lors des élections de 2012.

⁵ Consulté le 19 décembre 2017. URL :

<https://www.youtube.com/watch?v=qmXrV4KSHp0&feature=youtu.be>.

Constitution » et « pour le respect du délai constitutionnel » avait pour résultat attendu « la paix à l'Est de notre pays » en 2016. « Tous les croyants », par leur prière, amèneraient les dirigeants à éviter ces risques. L'appel à prier sonnait donc comme une invitation à l'éveil citoyen et à l'action contre le maintien du président Kabila au pouvoir. L'éveil, c'est aussi ce à quoi se consacrent plus de 11 000 églises de droit congolais⁶ enregistrées au ministère de la justice. Dans les prêches de plusieurs pasteurs d'églises de type pentecôtiste, évangélique ou de « réveil », la fin du mandat présidentiel de Kabila était parfois assimilée à la fin des temps avec la venue du « Sauveur » restaurateur, pacificateur dans un pays qui connaissait deux décennies de violences armées et de pauvreté ainsi qu'une instabilité politique qui durait pratiquement depuis son indépendance en 1960. En janvier 2015, le président Joseph Kabila lui-même avait eu recours à cette rhétorique eschatologique pour répondre aux nombreuses attaques de Moïse Katumbi : « Si Jésus revient en juin 2015 prochain, certainement, il nous prendra nous [qui sommes] au cœur juste, les gens au cœur mauvais [Katumbi et d'autres opposants] resteront. Et je ne sais pas ce qui va se passer », ironisait-il. Il laissait ainsi entendre que les accusations à son endroit sur sa prétendue intention de s'accrocher au pouvoir étaient calomnieuses.

La RDC assiste à « l'investissement de l'espace public et politique au service de la guerre spirituelle contre les forces du mal » (Kamate Mbuyiro, 2017 : 83), comme le font les néo-pentecôtistes. En promettant de délivrer le pays des guerres et de la misère, le message de Moïse Katumbi s'inscrivait clairement dans un procédé de mobilisation néo-pentecôtiste. À cela s'ajoutait son recours à l'ostentation et au spectacle, des attitudes charismatiques néoprotestantes que partagent désormais plusieurs catholiques comme lui. Chapelet en main, il apparaît en chemise à l'effigie de la Vierge Marie, dont il souligne l'intervention contre son empoisonnement. On le voit aussi à genoux, priant dans sa parcelle, à l'inauguration d'une église catholique qu'il a bâtie dans un quartier huppé de la ville. Il est également filmé en train de prier avec les joueurs du Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi, célèbre club de football qu'il dirige. Par ces paralogues, il cherche à montrer qu'il est simplement croyant en dépit de son identité catholique.

Pour certains, cette attitude de Katumbi relève de la manipulation comme l'a illustré le débat suscité par une publication Facebook⁷ de Dilungidi Nlandu, un communicateur de l'opposant. Citant les écritures bibliques, notamment Matthieu chapitre 6, au verset 5, un internaute avait alors conseillé : « Lorsque vous priez, ne soyez pas comme les hypocrites, qui aiment à prier debout dans les synagogues et aux coins des rues, pour être vus des hommes ». Ironique, le communicateur de l'opposant avait ré-

⁶ Chiffres de novembre 2017 du ministre Thambwe Mwamba donné au cours d'une interpellation au parlement par les députés nationaux sur la réforme d'une loi soupçonnée de vouloir restreindre la liberté d'association.

⁷ Consulté le 30 avril 2017, URL : www.facebook.com/dilungidi.nlandu?fref=ufi.

pliqué que « parce que ceux qui vont au mur de lamentations s'enferment dans leurs chambres. [...] N'oubliez pas qu'un autre verset (biblique) dit : "ne jugez point" ». Un autre utilisateur y voyant lui aussi de la manipulation de la part de Katumbi, demanda pour sa part : « Qd [quand] vs [vous] étiez aux affaires [Katumbi a été gouverneur du Katanga entre 2006 et 2015], faisiez-vous cela ? Laissez le train en marche ».

Il est intéressant de noter ici que l'opposant passe directement à la mobilisation des populations en s'adressant à leur sensibilité religieuse. Il sort alors du schéma de communication à deux niveaux, le « *Two step flow of communication* » de Paul Lazarsfeld et d'Elihu Katz (Katz, 1987). Selon ce modèle, afin que les messages aient plus de chance d'être reçus, il est préférable de passer par les personnes ayant de l'influence sur les groupes en raison de la plus grande confiance placée par les individus envers leurs leaders que les émetteurs originaux. C'est ce qui était jusqu'ici généralement appliqué par les politiques et les institutions en RDC pour s'adresser aux populations. Katumbi communique sur des aspects sociopolitiques sur lesquels le régime en place a du mal à présenter un bilan soutenu et il se présente, dès lors, comme l'« espoir » d'un avenir meilleur.

Cette mobilisation religieuse n'est pas nouvelle et n'est pas exclusive à Moïse Katumbi. Depuis l'arrivée du président Kabila au pouvoir en 2001, les dirigeants congolais ont régulièrement eu recours aux cultes religieux à l'occasion des célébrations entourant les anniversaires de l'indépendance ou de l'assassinat de Patrice Lumumba, un des pères de l'indépendance de la RDC, et de Laurent-Désiré Kabila, le président (1997-2001) tombeur du dictateur Mobutu Sese Seko (1965-1997). La presse en ligne a également rapporté des prêches entre 2013 et 2017, notamment de monseigneur Marini Bodho, évêque protestant représentant de l'Église du Christ au Congo, une confédération d'églises protestantes et de réveil de droit congolais. Plusieurs de ses discours insistent sur la fidélité, le patriotisme et le soutien aux dirigeants, dont la mission serait de conduire le peuple vers la paix et le bonheur. Ce discours « futuriste » rompt avec la poussée catholique plutôt revendicative, axée sur le présent, comme nous le verrons dans la partie suivante.

2. Régulation du politique par le religieux et conflits

Les publications sur Internet présentent souvent la religion sous un visage en déphasage avec celui des paroisses où, sans critique, s'impose le « alléluia-amen ! ». Ce schéma presque unidirectionnel de la communication-transmission (Winkin, 2001) est plus attentif à l'envoi de messages et à leur réception qu'à la dimension relationnelle résultant du *feedback* relations (communication au sens anthropologique). Il s'agit d'une communication propice à la manipulation dans les champs politiques et religieux, et donc, facilement contestable en cas de rejet. Deux approches de l'intervention du religieux dans le politique en RDC s'y prêtent mieux. D'une part, il y a « une régulation du politique par le religieux » (Ndongala, 2016) qui s'accorde avec la

doctrine sociale de l'Église catholique. Les évêques catholiques, réunis aussi au sein de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), sont devenus au fil des années suivant l'indépendance de la RDC en 1960, des défenseurs de la démocratie et des droits humains (Saint Moulin, 1998). Les églises de droit congolais, protestantes et de réveil se montrent en revanche plus conciliantes. Invitant à la sanctification des croyants pour mériter les grâces divines, elles rejoignent pratiquement les Kimbanguistes, fidèles du prophète Simon Kimbangu ayant prêché un messie noir sous la colonisation belge. En effet, ces Églises développent plutôt une « position respectueuse de l'Église par rapport aux autorités politiques » au point d'entrer en contradiction avec l'apolitisme caractérisant leur doctrine (Mélèce, 2009 ; 2010 ; 2011, pour le cas de l'Église kimbanguiste). Ces deux visions divergentes du politique peuvent être la source de conflits lorsqu'elles se croisent sur le Web. Tant les leaders religieux que les internautes participent à cette opposition.

2.1. Églises régulatrices du politique ?

L'interventionnisme catholique dans le politique en RDC se présente comme une démarche visant à favoriser la protection des droits de l'homme et de la démocratie. L'Église a historiquement gardé une méfiance par rapport à toute « tentative de sacralisation du politique ou de perversion du nécessaire » (Duchesne, 1994 : 11). Dès lors, elle se positionne comme étant opposée à un système d'opresseurs, devenant *de facto* « la voix des opprimés ». Cette caractéristique transparaît dans de nombreuses interventions de la CENCO sur des questions politiques depuis la dictature du président Mobutu (1965-1997). En 2016, lors d'une rencontre au Vatican entre le Pape François et les évêques congolais, Emmanuel Kahindo, un prêtre congolais, vicaire général des Augustins de l'Assomption, avait d'ailleurs déclaré qu'« En RD-Congo, l'Église est le dernier rempart de la population »⁸.

Les messages de la CENCO, véhiculés sur Internet par le biais de son site web⁹ et de son compte Twitter – très suivi par les médias –, confortent sa tendance à réguler le politique. Elle y diffuse des rapports sur les droits humains, l'exploitation des ressources naturelles et leur redistribution inégale, mais aussi des déclarations des évêques sur la situation sociale et politique du pays, qui sont généralement critiques du pouvoir en place. L'opposition politique s'y appuie pour critiquer ce même pouvoir, si bien que ce dernier dénonce parfois « un acharnement » de l'Église. « C'est mon

⁸ Marie Malzac, « En RD-Congo, l'Église est le dernier rempart de la population », *La Croix*, 18 décembre 2016. En ligne, consulté le 10 décembre 2017. URL : <https://www.la-croix.com/Religion/Monde/En-RD-Congo-lEglise-dernier-rempart-population-2016-12-18-1200811390>.

⁹ Consulté le 30 avril 2017, URL : <http://cenco.cd>.

principal opposant », confiait le président Kabila à un ministre européen au sujet des critiques du cardinal Laurent Mosengwo sur la gouvernance du président congolais¹⁰.

En février 2016, la CENCO a même appelé les « fidèles catholiques et les hommes de bonne volonté » à manifester le 16 février pour exiger les élections et le respect de la Constitution. Sa rhétorique n'était pas sans insinuer que le pays était en face de dirigeants se souciant peu de l'amélioration des conditions sociales des populations. Sur-tout, elle rappelle une autre, toute aussi engagée, durant la transition de 2003 à 2006 : « le Congo nous appartient », « la nation est en danger, peuple congolais mobilise-toi », « réveillons-nous »¹¹. Pour les évêques, c'est une « évangélisation intégrale » (Saint Moulin, Gaise N'Gazi, 1998 : 13) que de se préoccuper de « l'émancipation et de la promotion humaine ». La politique, considérait le pape Pie XII (1939-1958), écrit Léon de Saint Moulin, « est une médiation privilégiée de la charité », de s'en détourner alors, tant elle reste le lieu où la vie sociale s'organise. Cependant, la stratégie d'éducation civique ainsi empruntée par les catholiques de la RDC montre des limites, tant que les politiques ne seront pas sensibilisés au changement, estime le théologien Simon-Pierre Iyananio : « L'État de droit, que souhaite et recherche l'Église à travers sa pratique d'éducation civique, ne sera possible en RDC que lorsque les gouvernants congolais accepteront de passer de l'exercice du pouvoir comme domination au pouvoir comme service » (2015 : 3).

2.2. Églises accompagnatrices du politique ?

À l'opposé des catholiques, souvent très critiques envers le pouvoir, les églises protestantes et de réveil paraissent plutôt « douces » tel que l'illustrent leurs publications sur Facebook, Twitter et la presse congolaise en ligne. Certaines églises de réveil se sont même opposées à l'interventionnisme catholique comme ce fut le cas lors du dialogue conduit par l'Union africaine en 2015, qui devait aboutir à une alternance pacifique du pouvoir après l'expiration du dernier mandat constitutionnel du président Kabila. Ainsi, alors que les catholiques refusent d'y participer en l'absence d'une partie de l'opposition, les responsables des autres confessions religieuses ont appelé à des élections « dans un délai réaliste » et à « faire preuve de responsabilité, de courage et de sincérité »¹² en vue d'établir un calendrier raisonnable et réaliste d'élections. Cet

¹⁰ Pierre Boisselet, « RDC-Le cardinal Mosengwo : Dieu, Kabila et lui », *Jeune Afrique*, 22 décembre 2015. En ligne, consulté le 15 mars 2017. URL : www.jeuneafrique.com/mag/286239/politique/rdc-cardinal-mosengwo-dieu-kabila-lui.

¹¹ Bureau Diocésain de Catéchèse (2005), *Le Congo nous appartient. L'Église dans la transition : messages et textes de l'Épiscopat de la RDC juillet 2004-mars 2005*, Lubumbashi, Bureau diocésain de catéchèse.

¹² « RDC : les confessions religieuses appellent à des élections « dans un délai réaliste », *Radio Okapi*, 6 octobre 2016. En ligne, consulté le 28 février 2017. URL :

appel ne tenait pas compte du boycottage de l'opposition que les catholiques voyaient comme une menace à la paix.

Aux critiques et pressions des catholiques, ces églises ont opposé la sacralité du pouvoir inscrite dans la Bible. Le célèbre pasteur Théodore Mugalu, chef de la maison civile du président Kabila, rappelle que le pouvoir vient de Dieu et que les actions du « chef » sont inspirées¹³. Il exclut donc toute contradiction autour du président. Comme il l'a expliqué dans une vidéo publiée sur YouTube¹⁴, il faut « la conciliation des sentiments, mettre fin aux contradictions sentimentales dans l'espace qui gouverne ». Dans une autre vidéo¹⁵ de 2015, tirée d'une émission diffusée sur la chaîne *Télé50*, proche du président Kabila, il affirmait clairement que la Constitution devait être modifiée puisqu'elle était inadaptée aux « réalités congolaises », mais sans les définir ou les expliquer plus clairement. Ce « pasteur en fonction », qui a surnommé le président Kabila le « Soleil du Congo » dans une interview¹⁶, a soutenu que la promotion, par Kabila, d'un dialogue censé renforcer la cohésion nationale entre septembre et octobre 2013, au cours duquel aucun nouveau gouvernement n'a pu être constitué, relevait d'une approche biblique. « La paix, la patience » sont des « dons de l'Esprit saint », a-t-il soutenu en citant la bible, « Galates 5 : 22 » notamment :

Il faut la patience, la patience commandée par Dieu, parce que le pouvoir vient de Dieu et donc il faut l'exercer avec les vertus divines. Et comme la patience de Moïse à la mer rouge, elle était très bonne, elle a permis à la mer rouge d'avaler le Pharaon qui n'était pas patient, qui voulait se précipiter pour capturer Moïse contre la volonté de Dieu. Il a été noyé dans les eaux de la mer rouge.

Dans cette métaphore de Théodore Mugalu, Kabila incarnerait Moïse « le patient » pour conduire les Congolais vers la paix. Quiconque voudrait succéder à « ce Moïse » congolais risquerait de connaître une fin tragique comme le pharaon de l'Exode. Une invitation à peine voilée à attendre que Dieu lui-même décide du moment opportun pour le départ du président.

Les catholiques et les protestants affichent donc des approches très divergentes face au politique et à son implication vis-à-vis de la communauté des croyants qu'ils enca-

<https://www.radiokapi.net/2016/10/06/actualite/politique/rdc-les-confessions-religieuses-appellent-des-elections-dans-un-delai#sthash.rLcT89Bu.dpuf>.

¹³ Consulté le 20 mars 2017. URL : <https://youtu.be/3py-STf5pT4>.

¹⁴ Consulté le 30 avril 2017, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=cthKtNwNXDY>

¹⁵ Consulté le 30 avril 2017, URL : <https://youtu.be/3py-STf5pT4>.

¹⁶ Trésor Kibangula, « RDC - Théodore Mugalu : « Si Kabila se prononce sur sa candidature, cela va susciter d'autres problèmes inextricables », *Jeune Afrique*, 17 août 2016. En ligne, consulté le 20 mars 2017. URL : <http://www.jeuneafrique.com/349840/politique/rdc-theodore-mugalu-kabila-se-prononce-candidature-va-susciter-dautres-problemes-inextricables>.

drent. Pour les premiers, les acteurs religieux se fixent un droit de regard sur le politique ; les seconds sont, pour leur part, détachés du politique même si nombre d'entre eux sont députés ou occupent des responsabilités publiques. Pour les dirigeants catholiques, la poussée démocratique est « une manifestation temporelle de l'esprit évangélique », l'état d'esprit démocratique lui-même étant « d'inspiration évangélique ». Il ne peut dès lors, d'après Jean Duchesne (1994), subsister sans l'Église. Il existe néanmoins certains leaders parmi les protestants qui voient les rapports entre églises et politique sous ce prisme. D'autres iront même jusqu'à utiliser la violence et à se servir d'Internet comme seul média pour diffuser leurs messages.

3. La contestation politique par les acteurs religieux

Plusieurs leaders religieux, en raison de leurs interventions dans les débats politiques congolais, se sont fait exclure des médias publics et privés étroitement contrôlés par le pouvoir. Pour les personnalités tombées en disgrâce à la suite de déclarations critiques envers le régime Kabila, le Web, étant difficile à réguler et contrôler, permet de contourner la censure comme l'illustrent les conflits « Mukungubila » et « Ne Muanda Nsemi ». Le pasteur Paul Joseph Mukungubila Mutombo, à la tête de l'« Église du Seigneur Jésus-Christ », a plus de 3 000 mentions « j'aime » sur Facebook et un site web régulièrement mis à jour¹⁷. Il communique exclusivement sur Internet depuis les attaques de ses adeptes contre les symboles de l'État à Kinshasa, Kindu et Lubumbashi le 30 décembre 2013. Ces actions, qui visaient à « libérer le peuple congolais de l'esclavage rwandais », avaient fait plus de 100 morts. Ces événements avaient contraint Mukungubila à s'exiler en Afrique du Sud et avaient été suivis d'une vague d'arrestations de ses disciples et partisans ainsi que par la fermeture de son église. Se qualifiant de « Prophète de Dieu », Mukungubila avait souvent « lancé des attaques verbales contre le pouvoir »¹⁸. Il avait d'ailleurs été candidat à la présidentielle de 2006. Le slogan de son affiche de campagne lors de cette élection témoignait bien de l'imbrication de ses idées politiques et religieuses : « C'est la justice qui sort de sa bouche ». Il se définit aussi comme « le choix de Dieu, le candidat unique de l'Éternel dans la terre de prédilection, la RD Congo ».

Quant à Ne Muanda Nsemi, il était député national pour le parti Bundu dia Mayala (2011-2017) et chef de la secte mystico-politique Bundu dia Kongo (BDK)¹⁹, populaire

¹⁷ Consulté le 30 avril 2017, URL : <http://mukungubila.com/>.

¹⁸ Trésor Kibangula, « RDC – Paul-Joseph Mukungubila : « Ils nous ont massacrés pour rien », *Jeune Afrique*, 31 décembre 2013. En ligne, consulté le 15 mars 2017. URL : <http://www.jeuneafrique.com/166453/politique/rdc-paul-joseph-mukungubila-ils-nous-ont-massacr-s-pour-rien>.

¹⁹ Signifie « Royaume du Congo » en kikongo. Fondée dans les années 1980, cette secte chrétienne prône la restauration du royaume Kongo. À son apogée au XVI^e siècle, l'autorité

dans le Kongo-Central, région du sud-ouest du pays. En 2016, ce territoire attenant à la capitale congolaise Kinshasa a été le théâtre de violences mortelles entre les adeptes du député et ceux de son adjoint nommé vice-ministre. Dans une vidéo publiée sur YouTube en 2017²⁰, Ne Muanda Nsemi avait laissé entendre qu'il espérait un poste ministériel comme récompense à son soutien au dialogue et au dépassement de mandat présidentiel. Fin janvier 2017, il avait appelé sur Internet à l'insurrection contre le pouvoir du président Kabila, dont il niait la nationalité congolaise. Cela lui avait valu un emprisonnement en mars 2017 entre autres pour « offense envers le chef de l'État, incitation à la haine tribale, provocation à la désobéissance civile ».

Les équipes de communication de ces deux leaders politiques et religieux sont très présentes sur le Web. Elles ont compris qu'elles ne peuvent être admises dans les radios et télévisions du pays comme le font nombre de néo-pentecôtistes, selon le principe bien connu à Kinshasa : « À chaque église sa TV, à chaque TV son église » (Kamate Mbuyiro, 2007 : 83). Les mouvements religieux de Joseph Mukungubila et de Ne Muanda Nsemi, que l'on ne peut considérer que comme « églises des miracles » selon l'expression de Rigobert Kamate Mbuyiro pour désigner la propension des néo-pentecôtistes à exploiter le spectaculaire, mêlant parfois croyances traditionnelles, hérésies chrétiennes et christianisme. Mukungubila, par exemple, considère le Congo comme étant « la terre promise » que la Bible associe à Israël. Ne Muanda Nsemi, quant à lui, affirme qu'il communique directement avec Dieu et les ancêtres et récite nombre d'incantations proches du fétichisme pour le démontrer. Ce syncrétisme entre pratiques traditionnelles et christianisme s'apparente à la religion d'Eboga au Gabon (Mary, 1996).

La vidéo, plus susceptible de transmettre des émotions que le texte, est le format privilégié par Joseph Mukungubila et Ne Muanda Nsemi pour véhiculer leurs messages. Pour les leaders de ces deux mouvements religieux, à l'instar du « christianisme (néo)pentecôtiste », Internet et ses réseaux permettent de partager « le côté populaire et émotionnel » (Pype, 2013 : 3). Dans le cas particulier des grandes villes comme Kinshasa et Lubumbashi, la médiatisation des prêches, campagnes d'évangélisation et séances de guérison spectaculaires revêtent largement une dimension publicitaire pour mieux faire connaître les leaders religieux. Certains parmi les plus charismatiques peuvent user de leur notoriété pour se rapprocher des politiciens. Ces derniers peuvent aussi chercher à les coopter afin d'élargir leur base électorale. Il n'est dès lors pas surprenant que des acteurs politiques à Kinshasa ou en province se mettent en scène versant des dons aux églises et aux nécessiteux. De leur côté, les leaders religieux, s'ils ne peuvent lancer leur propre chaîne de radio ou de télévision, s'achètent

de cet empire s'étendait sur l'actuel Kongo-Central et des territoires aujourd'hui situés en Angola, au Congo-Brazzaville et au Gabon.

²⁰ Consulté le 6 avril 2017, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=mQmFW5-qaFQ&feature=youtu.be>.

des espaces publicitaires dans les médias audiovisuels pour leurs campagnes. Les populations urbaines habituées à l'évangélisation à distance, via l'audiovisuel, se trouvent dès lors préparées à accueillir des messages religieux via le Web.

Pour Mukungubila et Ne Muanda Nsemi, tous deux en conflit ouvert avec le régime Kabila, Internet constitue un véhicule privilégié en raison de sa gratuité, mais surtout du fait qu'il échappe au contrôle de l'État. Ceci est d'autant plus vrai que dans leurs vidéos diffusées sur les réseaux sociaux, et les discours qu'ils y tiennent vont bien au-delà du simple prosélytisme, s'apparentant davantage à une quête révolutionnaire. Ils promettent libération, bonheur, paix et prospérité si leurs fidèles s'engagent à en finir avec « la domination » étrangère. Celle-ci est incarnée par le président Joseph Kabila qu'ils tiennent pour citoyen rwandais et donc, étranger. Mukungubila, par exemple, se présente comme le restaurateur du Congo en exerçant « un ministère de la restauration ». Ces acteurs religieux rompent aussi avec la tendance chez de nombreux protestants congolais à sacrifier certains dirigeants politiques, en exposant leurs limites ou en les présentant comme des oppresseurs. Ne Muanda Nsemi a ainsi tenté de se positionner dans la droite ligne de la résistance kimbanguiste²¹, qui est encore vive dans la mémoire collective dans l'ouest de la RDC. Ceci contribua à son élection comme député national en 2011 dans la région du prophète Simon Kimbangu.

Il faut noter aussi le fait que Mukungubila et Ne Muanda Nsemi, tout comme d'autres leaders des églises évangéliques qui ont été sollicités par les politiques en raison de leur popularité, ont déjà cherché à obtenir des dividendes en échange de leur engagement en faveur du président Kabila en quête d'alliances électorales censées offrir une majorité au parlement. Le Bundu dia Mayala de Ne Muanda Nsemi avait ainsi été admis comme membre de la majorité au pouvoir en 2013, au lendemain des législatives de décembre 2011. De son côté, Mukungubila, lors de la traque de ses adeptes à la suite des attaques de décembre 2013, avait rappelé son alliance avec le président Kabila au second tour de la présidentielle de 2006 dans l'espoir d'atténuer les sanctions. Ainsi, comme le fait remarquer l'anthropologue Mélanie Soiron Fallut (2012), en Afrique centrale, les nombreuses églises évangéliques, y compris des formes religieuses traditionnelles, se développent aussi dans un contexte de « crise de légitimité » des États, des partis de masse et des Églises dites classiques. C'est « de sorte que conjointement aux transformations des États, à l'affaiblissement des autoritarismes, à la libéralisation politique issue des Conférences nationales du début des années 1990, de même qu'à l'accès à divers médias et moyens de communication, les églises de réveil glissent sur des dynamiques analogues » (Soiron Fallut, 2012 : 7).

²¹ De type prophétique, l'Église kimbanguiste a été fondée en 1921 par Simon Kimbangu au Congo belge. Ce dernier fut accusé de xénophobie et d'encourager la désobéissance civile. Il mourut en prison à Lubumbashi en 1951. Voir Mélice (2010).

4. Dieu pour légitimer le politique

Les dichotomies actions-inactions et succès-échecs politiques sont très présentes sur le Web congolais. Elles se déclinent en termes de « bons » et de « mauvais », d'« enfants de Dieu » et d'« enfants du Diable ». De plus, les acteurs politiques de la RDC ont tendance à accorder des responsabilités aux leaders des confessions religieuses, ce qui est perçu comme gage de neutralité et de crédibilité, pour présider des instances appelées à superviser les processus électoraux. Cette pratique est très critiquée par beaucoup de jeunes de 25 à 35 ans sur Facebook et Twitter (Kalonji, Couve, Le Bot, 2016).

4.1. Les religieux pour légitimer la CENI

La RDC, pourtant un État « souverain [...] démocratique et laïc²² », selon la Loi fondamentale congolaise, prévoit que le président élu « jure devant Dieu et la nation » lors de son serment. C'est donc sans surprise que la CENI, « institution d'appui à la démocratie », réserve sa présidence à « la composante confessions religieuses » regroupant les chrétiens, les musulmans et les pratiquants de religions traditionnelles. Ainsi, à deux reprises, les catholiques ont occupé la présidence avec l'abbé Malu Malu (2006-2011 et 2013-2015) ; les protestants avec le pasteur Daniel Ngoy Mulunda (2011-2013) et Corneille Nangaa, un laïc protestant, depuis 2016. Les responsabilités des religieux ont été élargies avec la création de « la Commission d'intégrité et médiation électorales » (CIME) par la CENI en septembre 2014, qui est constituée de membres des différentes confessions religieuses. La CIME devait assurer une médiation des tensions électorales, « avant, pendant et après les élections »²³. Ces choix suggèrent que le recours à des leaders religieux, en principe politiquement neutres, donnerait de la crédibilité au processus électoral.

Cependant, les acteurs choisis pour diriger la CENI ont suscité de vives controverses. Le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, un des conseillers spirituels du président Kabila avant qu'il ne succède à l'abbé Malu Malu en 2011, a fondé son propre parti politique peu après la fin de son mandat. Sur Twitter, de nombreux internautes l'ont accusé d'avoir faussé les résultats des élections de 2011 ayant donné vainqueur le président Joseph Kabila face à l'opposant Étienne Tshisekedi. Daniel Ngoy Mulunda a pourtant insisté sur le fait qu'il est resté dans la vérité et qu'il a « sauvé la République » du chaos en organisant les élections l'année pour lesquelles elles étaient prévues. Le retour de Malu Malu à la tête de la CENI en 2013 avait lui aussi été controver-

²² Termes de l'article 1^{er} de la Constitution du 18 février 2006.

²³ « RDC : les confessions religieuses appellent à des élections « dans un délai réaliste », *Radio Okapi*, 6 octobre 2016. En ligne, consulté le 28 février 2017. URL : <https://www.radiookapi.net/2016/10/06/actualite/politique/rdc-les-confessions-religieuses-appellent-des-elections-dans-un-delai#sthash.rLcT89Bu.dpuf>.

sé, y compris au sein même de la hiérarchie catholique, qui aurait plutôt souhaité un laïc à sa place. Dans les deux cas, des soupçons de corruption, d'allégeance au pouvoir ou de manipulation ont ébranlé l'image de stricte neutralité que devait avoir la CENI en étant dirigée par des leaders religieux. Ceci est révélateur d'une crise conjoncturelle qui n'épargne pas les églises catholiques et protestantes, dont nombre de responsables tombent dans « la gouvernementalité du ventre » (Bayart, 1989 : 17). Dans ce contexte, la voix de plusieurs grandes figures religieuses a perdu de son influence auprès des Congolais, surtout les jeunes. Ceux-ci, souvent très critiques et constamment en quête d'informations sur les médias sociaux, dénoncent souvent l'incapacité de ces leaders religieux à défendre des valeurs chrétiennes comme la vérité.

4.2. Des dirigeants comme Dieu le veut

Dans l'histoire récente de la RDC, les politiques se sont plusieurs fois dressés contre « une approche de la régulation religieuse du politique » (Ndongala, 2016). Des politiciens ont parfois été la cible de sévères admonestations adressées par des religieux. Cependant, à l'ère du Web, le recours au religieux a surtout eu tendance à amplifier la campagne de légitimation du politique, parfois même à « diviniser les dirigeants » (Tonda, 2006).

Les acteurs religieux et politiques ont commencé à utiliser Internet beaucoup plus tardivement que les jeunes, qui ont vite adopté les médias numériques qui permettent l'accès à une information moins filtrée que dans l'audiovisuel congolais. Les politiciens et les responsables religieux ont d'abord tenté une communication calquée sur le modèle télévisuel traditionnel. Ainsi, la plupart du temps, ils se contentent d'envoyer des messages *ex cathedra* se souciant peu de la dimension interactive de la communication des médias sociaux. Ils réagissent donc très peu aux interactions souvent critiques d'internautes.

Suivant l'augmentation des pressions internationales sur le régime du président Kabila pour une première alternance pacifique du pouvoir en près de 60 ans, le chef de l'État prend alors une posture nationaliste. Devant le congrès, le 15 décembre 2015, il prévient que « le peuple congolais n'est pas n'importe quel peuple ». Pour lui, c'est un peuple qui sait se battre pour sa nation comme l'ont fait par le passé Kimpa Vita²⁴ et Simon Kimbangu, deux figures bien connues du messianisme congolais. Suivant ce discours de Kabila, de nombreux partisans du président Kabila ont repris cette rhétorique nationaliste sur les réseaux sociaux. Un internaute a par exemple réalisé un photomontage qu'il a publié sur sa page Facebook en décembre 2014, dans lequel il a

²⁴ Prophétesse du Kongo précolonial, Kimpa Vita fut condamnée sur le bucher pour une hérésie par les missionnaires capucins, le 2 juillet 1706. Elle enseigna une Vierge Marie et un Christ noirs, originaires du Kongo (Ndaywel, 2008 : 145).

placé le président Kabila au centre de Kimpa Vita et de Simon Kimbangu avec le texte suivant : « Le peuple congolais n'est pas n'importe quel peuple ! Nous sommes les descendants de Kimpa Vita ! Nous sommes les descendants de Simon Kimbangu ! Point barre²⁵. »

Pour les citoyens du Kongo et les Kimbanguistes, apolitiques en principe (Mélèce, 2009, 2011), ce discours touche à un passé religieux réprimé par la colonisation (Asch, 1983). En août 2014, une « prophétie²⁶ » de Simon Kimbangu au sujet du quatrième président de la RDC, Joseph Kabila, est d'ailleurs apparue sur la toile : « homme très calme et discipliné » à la difficile tâche de « regrouper le pays et mettre fin aux foyers de tensions », il aura « beaucoup d'argent pour reconstruire le Congo qu'il dirigera avec probité ». Aussi, sous son règne, « la sécurité sera garantie » et le pays prospérera. Sur les réseaux sociaux et notamment sur la page Facebook de *Jeune Afrique*²⁷, des internautes opposés à la prolongation de mandat du président ont dénoncé cette prophétie visant à manipuler l'opinion publique : « Si je comprends bien, les miracles sont : 6,5 millions de morts, plus de 1,5 million de femmes violées, ce sont les frontières poreuses... », avait ironisé un internaute. Pour un autre, « Cette prophétie a totalement échoué, le Congo fait [...] la honte dans tous les classements sur la bonne gouvernance ».

Internet est donc devenu témoin et référence des discours fondés sur la Parole de Dieu, articulés en partie par des pasteurs néo-protestants. Ceux-ci sont arrivés sur le Web – que le pouvoir a rejoint en retard – après l'opposition, qui l'a utilisé pour contester le régime Kabila. Ces discours à l'intention des croyants présentent parfois les politiciens comme étant voulus par Dieu. Cette tendance à diviniser les dirigeants explique en partie l'opposition de l'Église catholique, qui s'était déjà manifestée à l'époque du président Mobutu proclamé « héros national ». Ce dernier dut faire face à la résistance du cardinal Malula alors à la tête de l'Église du Congo entre 1969 et 1989 (Makiobo, 2004). Joseph Tonda (2006) rapporte que Malula et Mobutu se sont retrouvés « travaillés par le souci de réaliser l'hégémonie de leur pouvoir » (p. 4). Cette crise n'existe pas encore à proprement parler sous le règne de Kabila. La divinisation de son régime est cependant courante, y compris sur le Web. Des confrontations directes entre confessions religieuses de la RDC s'observent également sur le Web.

²⁵ Voir URL : <https://www.facebook.com/emid.mulwando.1?fref=ufi&rc=p>, consulté le 6 avril 2017.

²⁶ L'origine écrite de cette prophétie n'est toutefois pas facile à établir.

²⁷ Consulté le 10 décembre 2017, URL :

<https://www.facebook.com/jeuneafrique1/posts/10152319869321755?match=c2ltb24ga2ltYmFuZ3U%3D>.

4.3. Médiatisation des différends et chefs religieux en conflits

La perspective d'une modification de la Constitution en 2014²⁸ avait notamment opposé le cardinal et archevêque de la ville de Kinshasa, Laurent Mosengwo, au protestant Monseigneur Marini Bodho, chef de l'Église du Christ au Congo²⁹. Alors que le premier était contre la révision, le second craignait qu'un refus bloque « le développement d'une société qui évolue » et que l'on ne musèle « la population qui est souveraine »³⁰. Quelques années auparavant, après les législatives et la présidentielle de 2011 jugées « chaotiques » par la CENCO (*L'Express*, 2012), Monseigneur Marini Bodho avait trouvé « conformes à la justice et à la vérité » les résultats du scrutin alors que le cardinal Mosengwo les avait considérés « ni conforme[s] à la justice ni à la vérité ».

Le sujet de l'alternance du pouvoir a été également au centre de conflits entre différents chefs religieux. Face à la CENCO, qui presse le président Kabila à quitter son poste dans le délai constitutionnel (avant 2016), s'est dressé le Regroupement des églises de réveil du Congo (RERC). Dans un communiqué publié par le quotidien de Kinshasa *La Prospérité* en 2015, le RERC se disait prêt à « opposer un contrepoids » à quiconque chercherait à diviser la population. Ce mouvement se présente comme une « Église de droit congolais » par opposition à celle « catholique romaine », entendue comme étrangère. Les responsables de la RERC dénoncent une Église qui « a toujours servi la cause des ennemis de la République » (*La Prospérité*, 2015). Malgré leurs divergences, les confessions religieuses arrivent parfois à collaborer. En août 2012, elles adressaient à l'ONU une pétition signée par dix millions de Congolais exigeant une condamnation du Rwanda pour son soutien aux groupes armés en RDC (RFI, 2012).

Conclusion

Des situations de communication observées en ligne dans cette analyse, il ressort que les politiques congolais jouent sur la dichotomie entre alternance ou maintien du sys-

²⁸ Les débats entourant cette question ont été très vifs en 2014. À cela s'ajoutait le dépôt au parlement, par le gouvernement, d'un projet de révision de la Loi fondamentale concernant notamment l'organisation des législatives. Pour l'opposition, il s'agissait d'une tentative de suppression de la limitation à deux mandats présidentiels afin de permettre au président Kabila de se présenter à nouveau.

²⁹ Bien que moins présente en ligne, cette église dispose tout de même d'un site web présentant l'organisation.

³⁰ « RDC : Mgr Marini Bodho favorable à la révision de la Constitution », *Radio Okapi*, 7 août 2014. En ligne, consulté le 28 février 2017. URL : <https://www.radiookapi.net/actualite/2014/08/07/rdc-mgr-marini-bodho-favorable-la-revision-de-la-constitution#sthash.J45x5niG.dpuf>.

tème politique en place. Pour y arriver, l'influence des catholiques et des leaders des Églises de réveil et protestantes se décline en termes de légitimation ou de « délégitimation », d'éveil des consciences ou d'adoucissement de la contestation par un recours au religieux et aux écritures bibliques. Au centre de la nouveauté dans ces rapports se trouve Internet. Sans cesser de polariser les débats, ce média véhicule des critiques contre tous les acteurs, prolongeant les interactions entre acteurs politiques et religieux. Les médias numériques imposent une remise en question du discours religieux, impliquant des acteurs sans identité précise. « Entre l'interpellation, l'avertissement, la dénonciation et l'opposition, la parole publique d'une autorité religieuse oscillera toujours », estime le théologien protestant Philippe Kabongo (2014).

Par le biais du Web qu'elle a commencé à utiliser avant le pouvoir, l'opposition congolaise, qui est presque entièrement exclue des médias nationaux « classiques », tend à dénoncer les discours religieux enclins à « endormir » et à « adoucir » l'activisme pour le changement. Ce sont des discours sur un apolitisme démobilisant, qui tendent à présenter le champ politique comme diabolique et incompatible avec la pureté des églises de réveil parfois caricaturées comme « églises de sommeil ». Muriel Devey en avait fait ce commentaire : « En tout cas, si ces Églises "éveillent" leurs adeptes à une nouvelle spiritualité – cela reste à prouver – ce qui est sûr, c'est qu'elles maintiennent leurs ouailles dans une forme de fatalité. En les détournant notamment de toutes formes de lutte sociale et politique. [...] Alors Églises de réveil ou d'endormissement ? »³¹. À l'heure du numérique, la religion se trouve invitée à tenir compte du risque de controverse, voire de contradiction, ce qui accélère le discrédit des acteurs religieux en politique et auprès d'une partie de la jeunesse congolaise.

Bibliographie

- ASCH S. (1983), *L'Église du prophète Kimbangu. De ses origines à son rôle actuel au Zaïre*, Paris, Karthala.
- BAAMBA A MBOYO J. (2007), « Médias, une bouche qui tue plus que le couteau », *Revue de communication sociale*, vol. 2, n° 1, p. 13-18.
- BAYART J.-F. (1989), « Les Églises chrétiennes et la politique du ventre : le partage du gâteau ecclésial », *Politique africaine*, n° 35, p. 3-26.
- BERWOUTS K. (2016), *La République démocratique du Congo : de la fin de règne au règne sans fin ?*, Paris, Note de l'IFRI.

³¹ *Églises de réveil ou d'endormissement ?*, 2006. En ligne, consulté le 20 février 2017. URL : <http://www.congoforum.be/fr/congodetail.asp?subitem=21&id=11267&Congofiche=selecte> d.

- BOKULA RAMAZANI F. (2013), « L'Église catholique entre l'apolitisme et la politisation. Expérience de Monseigneur Monsengwo, Président de la Conférence Nationale Souveraine en République Démocratique du Congo », *Revue de l'IRSA*, n° 19.
- CAMPICHE R.-J. (1995), *Quand les sectes affolent*, Genève, Labor et Fides.
- DEMART S. (2008), « Le “combat pour l'intégration” des églises issues du Réveil congolais (RDC) », *Revue européenne des migrations internationales* vol. 24, n° 3, p. 147-165.
- DEMART S. (2017), *Les territoires de la délivrance. Le Réveil congolais en situation postcoloniale (RDC et diaspora)*, Paris, Karthala.
- INTERNATIONAL RELIGIOUS FREEDOM (2014) *Rapport sur la liberté de religion dans le monde - République démocratique du Congo*. En ligne, consulté le 25 avril 2017. URL : <https://photos.state.gov/libraries/congo/76240/pdfs/Irf-Drc-final-French.pdf>
- JEWSIEWICKI B., N'SANDA BULELI L. (dir.) (2008), *Les identités régionales en Afrique centrale constructions et dérives*, Paris, L'Harmattan.
- KALONJI C., COUVE P., LE BOT J. (2016), *Citoyenneté numérique : ce que l'Afrique prépare*, CFI. En ligne, consulté le 20 janvier 2017. URL : http://www.cfi.fr/sites/default/files/etude_citoyennete_afrique.pdf.
- KAMATE MBUYIRO R. (2007), « Médias et propagande religieuse à Kinshasa. Prospective sur le rôle du télévangélisme dans la transformation des systèmes de croyance », *Revue africaine de communication sociale*, vol. 2, n° 1, p. 88-99.
- KATZ E. (1989), « La recherche en communication depuis Lazarsfeld », *Hermès*, n° 4, p. 77-91.
- MAKIOBO C. (2004), *Église catholique et mutations socio-politiques au Congo-Zaïre. La contestation du régime de Mobutu*, Paris, L'Harmattan.
- MARY A. (1996), « Pour une anthropologie des formes contemporaines du christianisme africain », *Journal des anthropologues*, n° 63, p. 21-36.
- MELICE A. (2009), « Le kimbanguisme et le pouvoir en RDC », *Civilisations*, vol. 58, n° 2, p. 59-80.
- MELICE A. (2010), « La désobéissance civile des Kimbanguistes et la violence coloniale au Congo Belge (1921-1959) », *Les Temps Modernes*, vol. 658-659, n° 2, p. 218-250.
- MELICE A. (2011), *Prophétisme, hétérodoxie et dissidence. L'imaginaire kimbanguiste en mouvement*, thèse de doctorat, Liège, Université de Liège.
- MIEGE B. (2010), *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

- MUCCHIELLI A. (2006), *Études des communications : le dialogue avec les technologies*, Paris, Armand Colin.
- NDAYWEL I. (2008), *Nouvelle histoire du Congo, des origines à la République démocratique du Congo*, Kinshasa, Afrique éditions.
- NZINGA MAKITU GERMAIN (2006), *La manipulation des médias congolais en période électorale*, Kinshasa, Médiaspaul.
- PYPE K. (2013), « Religion, migration et esthétique des médias. Notes concernant la circulation et la réception des films provenant du Nigéria à Kinshasa », *Social Compass*, vol. 61, n° 1, p. 30-38.
- SAINT MOULIN L., GAISE N'GAZI R. (1998), *Église et société : le discours socio-politique de l'Église catholique du Congo (1956-1998)*, Kinshasa, Facultés catholique de Kinshasa.
- SOIRON FALLUT M. (2012), *Les églises de réveil en Afrique centrale et leurs impacts sur l'équilibre du pouvoir et la stabilité des États : les cas du Cameroun, du Gabon et de la République du Congo*. Ministère de la Défense – Délégation aux affaires stratégiques.
- TONDA J. (2006), « Clément Makiobo, Église catholique et mutations socio-politiques au Congo-Zaïre. La contestation du régime de Mobutu », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 134, p. 147-229.
- WINKIN Y. (2001), *Anthropologie de la communication. De la théorie au terrain*, Paris, Seuil.

